

## Saab im Überlebenskampf

Unter Gläubigerschutz soll nun ein Neuanfang her. Seite 48

## Luc Frieden: „Kein Alleingang“

Belgischer Finanzminister für Harmonisierung von Unternehmenssteuer. Seite 49



Le Grand-Duché perd trois places au «Global Competitiveness Index 2011-2012»

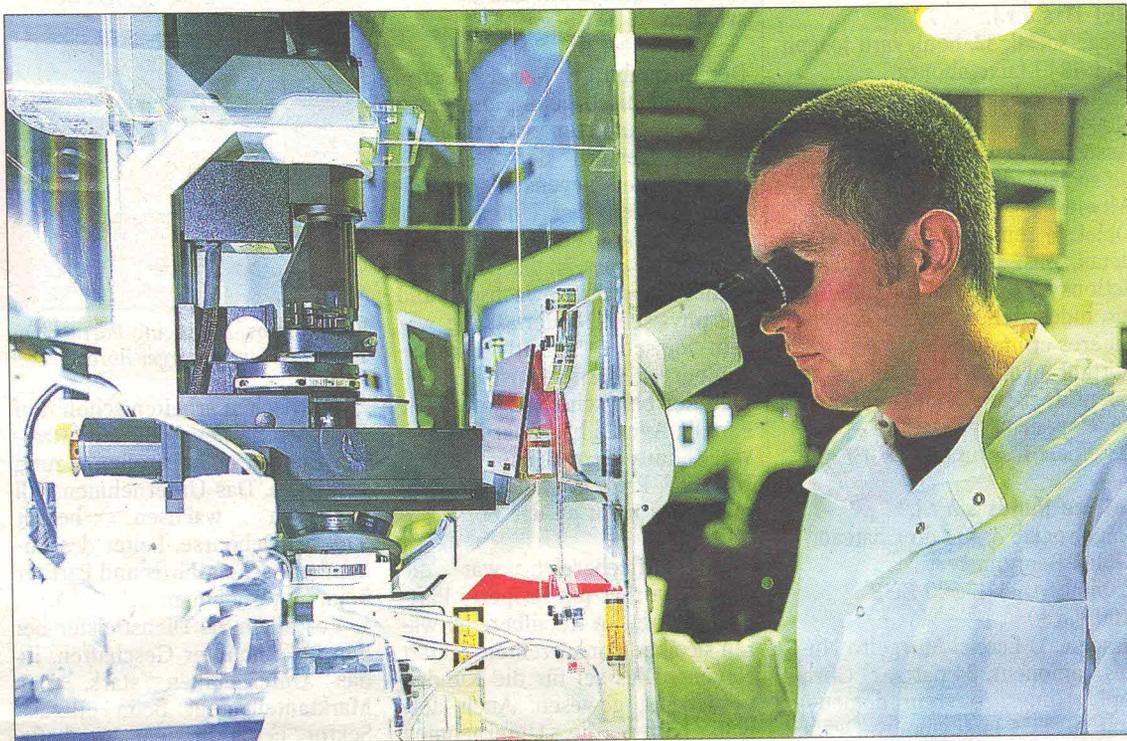
# Les pays voisins s'en sortent mieux

Le Luxembourg se classe au 23<sup>e</sup> rang, derrière ses principaux partenaires économiques

PAR NADIA DI PILLO

Le Luxembourg occupe la 23<sup>e</sup> position au «Global Competitiveness Index 2011-2012», un classement de la compétitivité de 142 pays établi chaque année par le World Economic Forum. Le Grand-Duché perd ainsi trois places par rapport au classement établi l'année précédente. La première place est occupée par la Suisse, grâce à l'innovation et l'efficacité de son marché du travail.

«Un mauvais cru» pour le Grand-Duché du Luxembourg. La Chambre de commerce ne mâche pas ses mots dans son analyse du classement international «Global Competitiveness Index 2011-2012». Le Luxembourg «voit d'un seul coup la timide amélioration de sa position compétitive observée depuis trois ans réduite à néant en atteignant la 23<sup>e</sup> place du classement international du Forum économique mondial, très en-deçà de ses



Le Luxembourg perd une place sur l'échiquier de l'innovation en passant du 19<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> rang.

(PHOTO: FNR)

principaux partenaires économiques», regrette ainsi la Chambre de commerce.

Une première analyse de ce classement permet d'observer que la compétitivité luxembourgeoise est à nouveau dépassée par celle de nos plus proches pays voisins: la France occupe ainsi la 18<sup>e</sup> place, derrière la Belgique qui se classe 15<sup>e</sup>. L'Allemagne se retrouve quant à elle rétrogradée d'une place à la 6<sup>e</sup> position. La compétitivité luxembourgeoise est aussi très loin d'atteindre celle des pays scandinaves: Suède, Danemark et Finlande figurent parmi le groupe de tête des dix économies les plus compétitives. Singapour a pour sa part atteint la deuxième marche du classement, après avoir été noté troisième en 2010, les institutions de ce petit pays d'Asie étant «les meilleurs du monde» en raison de l'absence de corruption et de l'efficacité du gouvernement, selon le classement établi par le World Economic Forum. Quant aux Etats-Unis, qui souffrent d'incertitudes économiques et d'indicateurs macro-économiques faibles, continuent de reculer dans le tableau. La première puissance économique mondiale a perdu du terrain pour la troisième année d'affilée, passant de la quatrième à la cinquième place.

Le classement du World Economic Forum repose tant sur des indicateurs statistiques que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprise. Le classement s'effectue plus précisément à travers l'analyse détaillée de douze piliers essentiels de la croissance et de la compétitivité mondiale: la situation macro-économique, l'état des

institutions publiques, le développement technologique, l'innovation, les infrastructures, l'efficacité du marché du travail, etc...

Huit des douze piliers pris en compte dans l'analyse luxembourgeoise marquent un recul apparent par rapport à l'année précé-

dente: ces piliers ont trait aux infrastructures, à l'environnement macro-économique, à l'efficacité du marché du travail, au développement du marché financier, à l'utilisation des nouvelles technologies, à la taille du marché, au degré de sophistication de l'environnement des affaires et à l'innovation. Il ne reste donc a priori que quatre motifs de satisfaction. Ils ont trait aux institutions, à la qualité du système de santé et d'éducation primaire, à l'enseignement primaire et à la formation supérieure, et enfin à l'efficacité des marchés de biens. «Si les qualités compétitives du Luxembourg s'affirment au regard de certains indicateurs institutionnels et de fonctionnement de marchés des biens et services, les champs d'action liés à l'équilibre des finances publiques, à l'éducation et à la formation ainsi qu'au fonctionnement du marché du travail doivent rapidement donner lieu à des actions concrètes et correctrices de la part des pouvoirs publics pour redonner de la vigueur à la compétitivité du Grand-Duché», souligne la Chambre de commerce. L'institution rappelle que le Luxembourg a chuté en matière de performances macro-économiques (de la 9<sup>e</sup> à la 15<sup>e</sup> place), alors qu'il s'agit d'un pilier phare de la compétitivité luxembourgeoise. Enfin, selon les chefs d'entreprise, les lourdeurs administratives constituent le frein le plus important au développement des affaires au Luxembourg. La difficulté à trouver du personnel qualifié, la bureaucratie, l'inflation et l'accès au financement constituent d'autres obstacles majeurs pour faire des affaires.

## Le «Global Competitiveness Index» 2011-2012

Pays	GCI 2011-2012		GCI 2010-2011
	Rang	Score	Rang
Suisse	1	5.74	1
Singapour	2	5,63	3
Suède	3	5.61	2
Finlande	4	5.47	7
USA	5	5.43	4
Allemagne	6	5.41	5
Pays-Bas	7	5.41	8
Danemark	8	5.40	9
Japon	9	5.40	6
Royaume-Uni	10	5.39	12
Hongkong	11	5.36	11
Canada	12	5.33	10
Taiwan	13	5.26	13
Qatar	14	5.24	17
Belgique	15	5.20	19
Norvège	16	5.18	14
Arabie Saoudie	17	5.17	21
France	18	5.14	15
Autriche	19	5.14	18
Australie	20	5.11	16
Malaisie	21	5.08	26
Israël	22	5.07	24
<b>Luxembourg</b>	23	5.03	20
Corée (République)	24	5.02	22
Nouvelle-Zélande	25	4.93	23
Chine	26	4.90	27
Emirats arabes unis	27	4.89	25
Brunei	28	4.78	28
Irlande	29	4.77	29
Islande	30	4.75	31